

ÉTUDE EPIDEMIOLOGIQUE SUR LA SANTE DES RIVERAINS DU BASSIN INDUSTRIEL DE LACQ

Responsabilité, fondement légal et finalité du traitement de données

La participation à l'étude épidémiologique de santé des riverains du bassin industriel de Lacq implique obligatoirement la mise en œuvre d'un traitement de données à caractère personnel.

Le règlement général 2016/679 du 27 avril 2016 sur la protection des données (RGPD), la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, s'applique à la présente étude.

Ce traitement de données à caractère personnel est fondé sur la réalisation d'un intérêt public (article 6.1.e RGPD) relatif à la mise en œuvre de la mission de surveillance de la santé conférée à Santé publique France par l'article L. 1413-1 du code de la santé publique. Le traitement des données de santé est fondé sur le consentement des personnes concernées (article 9.2.a RGPD)

Le traitement a été autorisé par la Cnil le 11/05/2023 (DR-2023-046).

Santé publique France est responsable de ce traitement.

Ipsos est le sous-traitant de Santé publique France et est chargé de collecter les réponses au questionnaire d'enquête.

Personnes concernées

Les personnes concernées par le traitement sont:

- les riverains majeurs dont la résidence principale (plus de 6 mois dans l'année) se situe dans zone d'étude, tirés au sort par la CPAM de Pau-Pyrénées et la MSA Sud Aquitaine dans leurs bases affiliés.
- et pour les riverains majeurs acceptant de participer, un de leur enfant, sous réserve de l'information de l'enfant et du second titulaire de l'autorité parentale, et de l'absence de manifestation à ce sujet (l'enfant peut signaler son opposition auprès du parent interrogé, le second titulaire peut manifester son opposition auprès du parent enquêté ou d'Ipsos).

Données traitées

L'étude s'appuie pour sa mise en œuvre sur les données des personnes concernées, les suivantes:

□ Données de contact : civilité, nom, prénoms, adresse postale, adresse e-mail et numéros de téléphone issus des bases de la CPAM de Pau-Pyrénées et la MSA Sud Aquitaine. Le prestataire Ipsos est le seul destinataire des données d'identification. Ces données seront conservées par Ipsos pendant la durée de la collecte puis détruites ;

□ Données d'étude : il s'agit des données pseudonymisées nécessaires à la réalisation des analyses statistiques. Les données d'étude sont dites pseudonymisées car elles ne comprennent pas d'informations directement identifiantes telles que les nom, prénom, numéro de sécurité sociale (NIR). Ces données sont composées des réponses au questionnaire des riverains enquêtés, relatives à la composition du foyer, à l'activité professionnelle, à la santé perçue, à la qualité de vie liée à la santé, aux expositions perçues. (...)

Seuls les agents de Santé publique France en charge de l'étude auront accès aux Données d'étude. Les Données d'étude seront hébergées pendant 1 an pour analyses statistiques.

Droits des personnes concernées

Vous disposez de plusieurs droits sur les données vous concernant utilisées pour l'étude. Vous pouvez en effet vous opposer à l'utilisation de ces données, en demander l'accès, la rectification, l'effacement ou la limitation :

- Le droit de vous opposer au traitement de vos données ou de celles de votre enfant : ces droits empêchent toute utilisation ou conservation des données mentionnées. Ainsi, l'exercice de ces droits entraînera la suppression des données mentionnées ;
- Le droit d'accès vous permet de demander à consulter les données vous concernant ou concernant votre enfant et à en obtenir une copie;
- Le droit de rectification vous permet de demander de faire corriger les données vous concernant ou concernant votre enfant si vous constatez qu'elles contiennent une erreur ;
- Le droit à l'effacement vous permet de demander que les données vous concernant ou concernant votre enfant soient effacées.

En parallèle du traitement de votre demande de rectification ou de votre demande d'opposition par exemple, vous pouvez demander à limiter l'utilisation des données vous concernant ou

concernant votre enfant, ce qui empêche temporairement leur inclusion dans l'étude.

Vous pouvez exercer vos droits d'accès, de rectification, de suppression, de limitation ou d'opposition, sur les données vous concernant ou concernant votre enfant :

- Soit directement auprès des enquêteurs (au moment du déploiement de l'étude sur le terrain)
- Soit auprès du service d'Ipsos en charge de l'étude (le temps de la conservation des données d'identification) à : dpo.france@ipsos.com ou par courrier : Ipsos France, À l'attention du Data Protection Officer, 35, rue du Val de Marne, 75 013 Paris.

La mise en œuvre des droits accès et de rectification, nécessitera la transmission d'un document officiel attestant de votre identité. S'agissant des données des personnes mineures, seuls les titulaires de l'autorité parentale peuvent exercer ces droits.

Ces droits sont exerçables jusqu'à la destruction des données de contact par Ipsos.

Contact délégué à la protection des données

Pour toute information sur le traitement de vos données par Santé publique France, vous pouvez contacter le délégué à la protection des données de cette agence : dpo@santepubliquefrance.fr ou par courrier : Santé publique France, délégué à la protection des données, 12 rue du Val d'Osne, 94415 Saint Maurice Cedex

Réclamation auprès de la Commission nationale informatique et libertés (CNIL)

Si vous estimez que les droits sur vos données ne sont pas respectés par Santé publique France, il vous est possible de saisir la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés (CNIL) pour faire une réclamation (<https://www.cnil.fr>).